

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Eau Air Risque
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THUASNE (VERCORS)

3 5 rue du Vercors
LA CHAUVETIERE
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-EAR-026-0042/MD
Code AIOT : 0006104911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement THUASNE (VERCORS) implanté 5 rue du Vercors LA CHAUVETIERE 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THUASNE (VERCORS)
- 5 rue du Vercors LA CHAUVETIERE 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006104911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise Thuasne est spécialisée dans la fabrication de textiles médicaux. Plusieurs sites de production sont implantés sur la commune de Saint Étienne.

Les installations de THUASNE (Vercors), objet de l'inspection, emploient environ 120 personnes. Le site est équipé de lignes de tricotage et de teinture de bas et chaussettes de contention et de lignes d'apprêtage de bandes tissées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Autosurveillance Caractéristiques de l'effluent rejeté	AP Complémentaire du 14/12/2023, article 2.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance - Débit rejet	AP Complémentaire du 14/12/2023, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Recalage	AP Complémentaire du 14/12/2023, article 58-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 8.2.3	/	Sans objet
6	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2016, article 7, 8 et 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de constater que l'exploitant a recherché activement des solutions pour tendre à un retour à la conformité de ses effluents aqueux industriels.

Un prestataire spécialisé en traitement d'eau a réalisé un audit sur le fonctionnement de la station d'épuration interne et intervient sur le site depuis fin janvier 2026, 1 jour par semaine, pour en affiner les réglages.

A ce jour, les valeurs limites d'émission des rejets ne sont pas pleinement respectées mais sont en nette amélioration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux fourni n'est pas exploitable. Il est coupé sur les bords et ne comporte pas de légende. Il est rappelé qu'il doit être mis à jour suite à la construction de la station d'épuration interne et le raccordement des effluents issus de l'atelier "apprêts" à la station.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité</u> : Sous un délai de 1 mois, un plan des réseaux mis à jour devra être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Autosurveillance - Débit rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2023, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Prescription contrôlée : Fréquence minimale de surveillance du débit rejeté : continue
Constats : Les effluents résiduels sont rejetés dans le réseau d'eaux usées communal de la ville de St

Étienne.

Un débitmètre est implanté au niveau de la canalisation de rejet et enregistre le débit rejeté en continu.

Les résultats saisis sur Gidaf sur la période d'avril 2025 (date de la dernière visite d'inspection et décembre 2025) montrent, malgré quelques dépassements, une nette amélioration du respect de la valeur limite d'émission du débit moyen journalier fixée à 60 m³/j et de celle du débit maximal horaire fixée à 3 m³/h :

- 5 dépassements de la valeur limite d'émission du débit moyen journalier fixée à 60 m³/j. La valeur maximale mesurée est de 74,2 m³/j,
- un dépassement de la valeur limite d'émission du débit maximal horaire (VLE = 3 m³/h, valeur maximale mesurée = 3,09 m³/h).

Au cours des échanges, l'exploitant a indiqué que le débit des pompes en entrée de station a été calibré à 2.5 m³/h en octobre 2025 et donc en deçà de la valeur limite d'émission de 3 m³/h.

Il a également indiqué que les valeurs de débits horaires renseignées sur Gidaf correspondaient au volume journalier d'eau rejetée ramené au nombre d'heure de fonctionnement de la station d'épuration interne et constituaient donc un débit horaire moyen.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations: L'exploitant a indiqué qu'il procédera, sous un délai de 3 mois, à la modification de la programmation de son GBT (Gestion Technique des Bâtiments) afin d'extraire la valeur de débit horaire maximal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance - Caractéristiques de l'effluent rejeté

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2023, article 2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration, flux et fréquences d'analyses ci-dessous définies (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté) :

(Voir tableau mentionné à l'article 2.1.3 de l'APC du 14/12/2023)

Constats :

La mise en service complète de la station d'épuration interne avec la filière boue a été réalisée le 7 janvier 2025. Pour autant, des dépassements des valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux

sont toujours observés.

Les résultats saisis sur Gidaf sur la période d'avril 2025 (date de la dernière visite d'inspection et décembre 2025) montrent des dépassements des valeurs limites d'émission principalement pour les paramètres : sulfures, Cr VI, Cr Total, Cuivre, Fer-Aluminium.

L'exploitant a indiqué que les gammes de fabrication et les recettes de teintures ont été modifiées en comparaison avec celles en place au moment du dimensionnement de la station d'épuration interne. Les effluents initialement basiques sont désormais acides.

L'exploitant a missionné un prestataire spécialiste dans le traitement de l'eau pour la réalisation d'un audit de la station d'épuration interne. Aucune modification majeure ne serait nécessaire pour garantir le bon fonctionnement de l'installation. Les principaux ajustements proposés sont :

- Passage à un nouveau coagulant : sulfate d'alumine, plus performant (chrome, fer, aluminium, DCO, MES),
- Augmentation du dosage (x10),
- Suppression de l'acide, compensé par le pH acide du coagulant,
- Maintien du lait de chaux pour la neutralisation et l'amélioration des boues.

La mise en œuvre de ces ajustements sont en place depuis fin janvier 2026.

Par ailleurs, les résultats d'analyses des effluents montrent des incohérences. La concentration en Chrome Total, correspondant à la somme de toutes les formes de Chrome présentes dans l'effluent dont celle du Chrome hexavalent, est inférieure à celle du Chrome Hexavalent.

En outre, les analyses de sulfure (code sandre 1355) sont réalisées avec le protocole d'analyse de l'hydrogène sulfuré (code sandre 1343) et donnent des valeurs inadéquates.

L'exploitant a indiqué avoir changé de laboratoire d'analyses à compter de février 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant adressera à l'inspection un bilan des actions réalisées afin d'améliorer la qualité des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Recalage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2023, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage

Prescription contrôlée :

Dispositions spécifiques aux analyses annuelles réalisées par un organisme agréé :

Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme

<p>signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de son propre préleveur réfrigéré, le prélèvement des échantillons est asservi au débit (selon les déclarations recueillies). Une fois par an, une intervention par le fabricant Endress Hauser est réalisée pour l'entretien et l'étalonnage. L'exploitant ne possède pas de laboratoire sur son site. Les analyses sont exclusivement réalisées par un laboratoire extérieur.</p> <p>Le programme de surveillance est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • analyses mensuelles (DBO, DCO, MES, Pt, NGL, HCT, Sulfures): prélèvement par l'exploitant et analyses par un laboratoire extérieur (Carso à partir de février 2026), • analyses trimestrielles : prélèvement par un organisme extérieur (Bevac) et analyses par un laboratoire extérieur (Carso à partir de février 2026). <p>L'exploitant a été en capacité de justifier que les prélèvements effectués à une fréquence trimestrielle par un organisme extérieur (Bevac) sont réalisés sous agrément.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Lors des prochains contrôles externes de recalage, l'exploitant veillera à mettre en place une inter-comparaison des mesures de débit, de température et de pH.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Auto surveillance des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 8.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>

Constats :

L'exploitant a indiqué procéder à la surveillance des niveaux sonores de son installation tous les trois ans (conformément à son AP).

Les dernières mesures en 2024, transmises à l'inspection par courrier électronique du 11 février 2026, montrent un léger dépassement d'émergence sonore en période nocturne (émergence sonore de 4,1 dBA mesurée contre +3 dBA autorisée) qui s'expliquerait par le fonctionnement du groupe froid, de la nouvelle station d'épuration interne, implanté en façade à l'angle Nord-Est du bâtiment.

Aucune plainte à ce sujet n'a été relevée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Observation:**

L'exploitant a précisé qu'une nouvelle campagne de mesures sera programmée dès lors la station d'épuration interne aura été complètement réglée (d'ici fin 2026) afin que les nouvelles mesures de bruit soient représentatives des conditions d'exploitation du site.

Si le dépassement persiste, il sera alors procédé à une réduction à la source de la nuisance avec mise en place de dispositifs antibruit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2016, articles 8 et 9

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques

Prescription contrôlée :

Article 8

ARTICLE 3.2.3. VALEURS DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'ensemble des prélèvements et mesures est réalisé dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Numéro de conduit						
	1	2	3	3 bis	4	5	6
Concentration en O ₂ de référence	3 %	3 %	-	-	-	-	-
Poussières	5	5	40	40	40	40	40
SO ₂	65	65	-	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	-	-	-	-	-

Le site n'utilise pas de COVNM et de COV de l'annexe III du 02/02/1998.

Article 9

Les mesures portent sur les rejets suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
1	chaudière (production de vapeur industrielle) alimentée au gaz : 1,381 kW	Bâtiment Sud (Atelier apprêts)
2	chaudière (production de vapeur industrielle) alimentée au gaz : 1,054 kW	Bâtiment Nord (zone teinture)
3	Aspiration centralisée des métiers circulaires	Bâtiment Nord (Atelier tricotage)
3 bis	Aspiration centralisée des métiers circulaires (sortie de secours)	Bâtiment Nord (Atelier tricotage)
4	Rame d'apprêt « petite largeur »	Bâtiment Sud (Atelier apprêts)
5	Rame d'apprêt « petite largeur »	Bâtiment Sud (Atelier apprêts)
6	Rame d'apprêt « grande largeur »	Bâtiment Sud (Atelier apprêts)

Paramètres	Conduit n°1		Conduits n°2		Conduits n°3 ou 3 bis	
	Fréquence	Enregistrement	Fréquence	Enregistrement	Fréquence	Enregistrement
Débit	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui
O ₂	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui
Poussières	/	/	/	/	Tri-Annuelle	Oui
SO ₂	/	/	/	/	/	/
NO _x (eq. NO ₂)	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	/	/

Paramètres	Conduit n°4		Conduits n°5		Conduits n°6	
	Fréquence	Enregistrement	Fréquence	Enregistrement	Fréquence	Enregistrement
Débit	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui
O ₂	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui
Poussières	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui	Tri-Annuelle	Oui
SO ₂	/	/	/	/	/	/
NO _x (eq. NO ₂)	/	/	/	/	/	/

<p>Constats :</p> <p>Des analyses sur les rejets atmosphériques ont été réalisées en juillet 2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elles portent sur le paramètre Poussière pour les 3 aspirations centralisées et les 3 rames d'apprêt. La VLE de 40 mg/m³ est respectée. • Et sur le paramètre NOx pour les deux chaudières. La VLE de 150 mg/m³ est respectée. En revanche, il manque les analyses pour les paramètres SO₂ et Poussières. <p>Dans l'AP du 9/12/2016, est relevé une incohérence entre le tableau des fréquences d'analyses (pas de fréquence pour les paramètres SO₂ et Poussières pour les 2 chaudières), et celui le tableau des VLE (VLE prescrites les paramètres SO₂ et Poussières pour les 2 chaudières) .</p> <p>Par conséquent, cette absence d'analyse est évaluée comme étant une simple observation et non une non-conformité.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation:</u></p> <p>Il est attendu que la prochaine campagne d'analyses sur les rejets atmosphériques (2027) porte sur l'ensemble des conduits listés dans l'APC du 9/12/16 et sur l'ensemble des paramètres de l'article 8 (dont SO₂ et Poussières pour les chaudières).</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>
